

LE MOT DE LA RÉDACTION

Vous avez entre les mains le premier numéro de la revue « *Socialisme pour les temps nouveaux* ». Premier numéro réalisé de manière très artisanale, qui est le fruit des efforts de militants et de citoyens engagés venus de bords différents, ayant des histoires différentes, mais tous persuadés que le vieux mot de socialisme peut retrouver toute sa valeur comme perspective et comme stratégie politique pour les années qui viennent. Le vieux socialisme est mort depuis un certain temps – dans les pages qui suivent on en trouvera quelques essais d’explication – et ce qui survit sous ce nom est une dénomination trompeuse, comme l’a d’ailleurs reconnu le Premier Secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure qui proposait que son mouvement changeât de nom. Mais, face aux menaces et aux défis qui nous confrontent, nous faisons le pari que le socialisme peut redevenir le programme politique d’un large rassemblement du monde du travail. Penser comment cela peut être possible, tel est le propos de cette revue.

Nous avons fait le choix de faire une vraie revue, en papier, parce que les écrans s’envolent et le papier demeure. Parce que le temps de la lecture d’un texte sur papier n’est pas celui d’un texte sur écran et parce que nous avons besoin de prendre le temps de réfléchir. Si nous vous partagez nos préoccupations, cette revue est pour vous et vous pouvez nous aider.

La rédaction – Octobre 2021

Responsable de la publication : Denis COLLIN / **Secrétaire de rédaction :** Marie-Pierre FRONDZIAK. **Les auteurs de ce numéro :** Frédéric Farah, Denis Collin, Gabriel Galice, Jacques Cotta, Raymond Maillard

Notre revue est disponible en la commandant sur toutes les libraires en ligne et chez votre libraire habituel. Parce que nous savons aussi à quelle époque nous vivons, il y a un site internet lié à la revue : <https://socialisme.online>

Vous pouvez nous soutenir en achetant la revue ou en versant un don au compte Paypal association.lasociale@orange.fr ou en envoyant un chèque bancaire à **DDR-La Sociale**, 20 rue des Abbesses, 75020 PARIS

LE MANIFESTE DE LA REVUE

À croire le bruit de fond de la société contemporaine, la lutte des classes et l'émancipation des travailleurs seraient à remiser dans les musées de l'histoire ou dans les fameuses « poubelles de l'histoire ». On concède, du bout des lèvres, que demeurent des oppositions de classes, mais le sujet du XXI^e siècle n'est plus le prolétariat, remplacé désormais par toutes les « sections » des victimes des « oppressions » de genre ou de la racialisation, sans oublier la souffrance des bêtes. La culture ne serait plus une arme pour promouvoir l'avènement d'une société plus humaine. Il faudrait y voir surtout les traces d'un passé à « déconstruire » ou à effacer purement et simplement. La laïcité et la république loin d'être les bases de toute émancipation seraient devenues des armes « racistes ». Les notions de droite et de gauche semblent complètement brouillées : la race et la revendication de la censure sont passées à gauche, et on laisse à la droite la plus radicale le drapeau de la laïcité et de la raison. À s'en tenir aux discours qui occupent de plus en plus médias et universités, nous voilà propulsés dans un monde de fous.

Pourtant, la réalité sociale est loin de ces discours hallucinés. Les sociétés dominées par le mode de production capitaliste sont confrontées à des crises profondes qui obstruent l'horizon historique. L'accumulation du capital, sous forme de capital fictif, se poursuit à un rythme effréné et détruit toutes les communautés humaines, réduisant les rapports entre individus aux seuls rapports marchands. L'impératif de la mobilité généralisée et de l'interchangeabilité impose sa loi et brise les liens de solidarité et de combat tissés au cours des décennies. Le précarité généralisée, tel est le destin promis à la plus grande partie de l'humanité, une planète ravagée par la surexploitation des ressources naturelles et les menaces des bouleversements climatiques.

Pendant que les États-Unis et de nombreux autres pays parmi les nouvelles grandes puissances adoptent des budgets militaires colossaux et que le contrôle des humains par tous les moyens ne cesse de se développer, la démocratie est en profonde régression, derrière le pluralisme de façade de la société numérique. À la fin du siècle dernier, certains essayistes et hommes politiques avaient pu se sentir autorisés à annoncer une nouvelle ère de paix, de démocratie et de liberté sans frontières. C'est exactement l'inverse qui se produit sous nos yeux. La pandémie due au SARS-Cov2 est l'élément contingent qui cristallise les tendances profondes de l'époque. La « mise sous cloche » de nations entières,

l'abrogation sidérante non seulement des libertés publiques, mais aussi des libertés personnelles élémentaires dans les vieux pays démocratiques, le fichage et le contrôle systématique de tous les citoyens, autant d'éléments qui confirment que la société dominée par le mode de production capitaliste contient en son sein les plus puissantes tendances vers le totalitarisme, même si le totalitarisme du XXI^e siècle sera sûrement très différent de celui du XX^e siècle.

Pour appréhender cette situation, nous disposons d'outils théoriques et méthodologiques, ceux que nous a laissés la tradition de l'école de Marx, ceux de la « théorie critique » (école de Francfort) ou ceux des sciences sociales quand elles se refusent à fournir la logistique idéologique des classes dominantes. Manquent les lieux qui permettent de les mettre en œuvre, sans être soumis à des impératifs commerciaux, à des contraintes institutionnelles fortes. Il est aussi nécessaire de donner le temps de la réflexion, contre la presse de la « turbo-pensée » de l'internet.

Tel est le sens de la revue que nous proposons de lancer : une revue imprimée, à l'ancienne, proposée par un comité éditorial de militants, de philosophes, de sociologues, d'économistes, de spécialistes ou de non-spécialistes, un collectif de citoyens venus d'horizons politiques et théoriques divers mais partageant deux convictions communes : la défense de la démocratie et la volonté de se placer du côté des travailleurs et d'œuvrer pour une société plus décente. L'objectif premier de cette revue bisannuelle est d'aider à comprendre sous tous ses aspects le monde contemporain et les profondes transformations économiques, sociales et culturelles du dernier demi-siècle. Mais il s'agira aussi d'explorer l'avenir, de proposer des pistes pour un monde meilleur et, à défaut, pour éviter la catastrophe. Bref un renouveau de la pensée socialiste, débarrassée des scories des décennies passées, tant est-il que nous sommes intimement persuadés que la formule de Rosa Luxemburg, « socialisme ou barbarie », est plus actuelle que jamais.

Signataires : Tony ANDREANI ; Isabelle BARBERIS ; Ludivine BENARD ; Omar BOURABA ; Antoine BOURGE ; Denis COLLIN ; Jacques COTTA ; Jean-Louis ERNIS ; François FERRETTE ; Marie-Pierre FRONZIAK ; Diego FUSARO ; Gabriel GALICE ; Jean-Pierre GARNIER ; Raymond MAILLARD ; Jérôme MAUCOURANT ; René MERLE ; Michel PAROLINI ; Danielle RIVA

LE FAKE STATE ET LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE

Frédéric Farah

La crise sanitaire de la covid-19, celle dite des Gilets jaunes, le démembrement et le bradage d'Alstom, la décision de vendre les Aéroports de Paris après la cession de celui de Toulouse, les incendies de Notre-Dame de Paris puis d'un site classé Seveso à Rouen ont suscité commentaires, débats et interrogations ; ils ont aussi heurté et provoqué un étonnement souvent mêlé de colère.

En pleine pandémie, la France entière découvrait avec effroi que les moyens les plus simples pour l'affronter manquaient : gel hydroalcoolique, masques, surblouses pour les soignants. Le secteur privé a été gentiment prié — et non requis — de bien vouloir remédier à la pénurie. L'État, comme le roi du conte, était nu.

L'appel à des fonds privés pour restaurer Notre-Dame a d'emblée surpris — juste avant que n'apparaisse l'évidence : on prétend ainsi pallier le manque de moyens criant qui, malgré la compétence reconnue des personnels, a conduit à l'impéritie dans la gestion des monuments nationaux. En décembre 2018, la crise sociale a porté l'inquiétude du pouvoir exécutif à un point tel que celui-ci a bricolé dans l'urgence un plan de relance minimal — hommage inattendu à un volontarisme d'inspiration keynésienne dont nos gouvernants ne cessent pourtant depuis des décennies de proclamer qu'il est aussi néfaste qu'illusoire.

Le lâche abandon d'Alstom a scellé la disparition d'un énième fleuron d'une industrie française moribonde, montrant une fois de plus que l'État n'a plus aucune politique industrielle, hors la mise en place d'un cadre « pro business » — pour le dire dans la langue néo-managériale — censé attirer les investisseurs internationaux. La vente des Aéroports de Paris, alors même que la Cour des comptes a dénoncé les conditions

désastreuses dans lesquelles celui de Toulouse-Blagnac a été cédé, illustre une fois de plus le processus de liquidation des actifs de l'État — et partant de la nation — auquel ne préside aucune vision stratégique.

Au contraire, l'État organise ainsi sa dépossession et son appauvrissement dans le seul but de trouver, en catastrophe et au seul profit d'intérêts privés, des ressources destinées à combler les déficits publics... que les cadeaux fiscaux consentis à ces mêmes intérêts et aux plus aisés ont créés ou creusés.

En réalité, l'État se caractérise aujourd'hui par une quadruple impuissance : impuissance à entretenir l'un des plus importants patrimoines culturels du monde ; impuissance à assurer une répartition des revenus plus égalitaire et à conduire une politique économique capable de maintenir ou de recréer de la cohésion sociale ; impuissance à défendre notre industrie comme à offrir aux territoires en souffrance un autre avenir que le chômage et les friches industrielles ; impuissance à protéger nos actifs et à garantir la pérennité de secteurs stratégiques essentiels à la sécurité de la nation.

Cette impuissance constitue la nature de ce que nous nommerons *fake state* : un État qui conserve l'apparence de l'État, qui met en scène son action, laquelle, au final, n'a que peu d'effets sur le réel ; un État qui, de manière habile ou non, se borne à la théâtralisation de son pouvoir volontairement diminué.

Mais le *fake state* est aussi l'autre nom de la profonde crise démocratique qui frappe nos sociétés contemporaines, la crise d'une démocratie formelle mise sous tension par l'évidement de la souveraineté.

Car le *fake state* est aussi l'abandon des citoyens, ou leur relégation, alors que, au cœur de la souveraineté, se trouve un échange : obéissance contre sécurité. Or si le *fake state* continue à exiger l'obéissance de sa population, s'il supporte mal la résistance ou la rébellion de celle-ci, comme l'atteste la répression du mouvement des Gilets jaunes, il ne lui assure plus qu'une sécurité vacillante, au périmètre sans cesse rétréci.

C'est que, en régime de *fake state*, l'insécurité sociale aussi bien que territoriale ne cesse de progresser : outils industriels bradés, territoires dévitalisés où les services publics désertent, écoles primaires fermées, délabrement des infrastructures... Réfléchir sur l'avènement du *fake state* apparaît d'autant plus important lorsque l'on mesure l'importance de l'État dans l'histoire française : des temps capétiens à nos jours, c'est l'État qui, en France, a produit la Nation ; il est l'instituteur du social.

Et c'est parce que la France est l'expression la plus aboutie de l'État-nation que la crise de ce dernier y est ressentie de manière particulièrement aiguë. Faire la généalogie du *fake state* c'est donc comprendre à la fois comment l'État s'est volontairement débarrassé des outils de sa puissance depuis le début de la décennie 1980, et pourquoi la France se trouve plongée dans une crise qui met en jeu jusqu'aux fondements de son existence.

C'est prendre la mesure de l'impuissance dont, après quarante ans de ce processus, la nation paye aujourd'hui le prix fort : montée des inégalités, désindustrialisation, chômage de masse, précarité et surtout inquiétude face à l'avenir. Il faut également prendre en compte que cette installation du *fake state* s'est réalisée dans un contexte de mutations géopolitiques et de redistribution des cartes de la puissance — seconde mondialisation, émancipation des émergents (Inde, Brésil, Chine), élargissement à l'est de l'Union européenne, bouleversements écologiques, menaces terroristes d'un genre nouveau — qui ont démultiplié les effets de l'abandon par l'État français des outils de sa puissance. Mais à qui profite le crime ?

L'État s'est désarmé au profit de la puissance marchande et a favorisé la remarchandisation des sociétés humaines. À la faveur d'une mutation de la formation des élites et de la sociologie de celles-ci vers la valorisation du marché et la dévalorisation de la puissance publique, l'État a remis ses propres armes aux marchés, lesquels ont su imposer au politique leurs priorités économiques.

Au lieu d'être arbitre de la lutte des classes, il s'est transformé en agent zélé des intérêts privés, qu'il s'agisse du démantèlement du droit du

travail, de la défense de l'attractivité par l'institution d'un cadre favorable aux grandes entreprises étrangères (lesquelles ont obtenu et dilapidé de considérables aides en argent public), ou encore du soutien aux banques dont les activités menacent la stabilité du système économique dans son ensemble.

De sorte que, par un jeu de vases communicants, la puissance s'est déplacée de l'État vers les marchés. Mais point là de coup d'État !

C'est bien la puissance publique qui l'a voulu ! Enfin, face à ces changements qui consacraient l'impuissance de l'État en affaiblissant toujours davantage la nation, la réponse de ces élites reformatées fut la même, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique : il faut plus d'Europe ! L'Union européenne serait désormais le seul échelon permettant de répondre aux problèmes de notre nation, une nation dont l'avenir ne pourrait être que dans la « construction européenne » — parce que ses élites ne veulent plus croire en sa propre destinée.

Des décisions clefs ont ainsi arrimé à l'UE notre nation, comme communauté politique, aggravant cette impuissance qui, en même temps, était théorisée par des clercs habiles à mettre en forme le récit de l'obsolescence de l'État-nation. Car pour le dire avec les mots de Marcel Gauchet, dont la formule rend mieux compte de l'état de l'Union européenne que le récit de ces clercs, des politiques et des commentateurs : « l'Union fait la faiblesse ».

Au nom d'une Union européenne qui, elle aussi, a établi le marché en référence absolue, le tournant de la rigueur de 1983 puis la promotion du marché unique et les quatre libertés qui en découlent (libertés de circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes) ont tracé le chemin vers une servitude qu'ont scellée le choix de la monnaie unique et ses camisoles de force budgétaires (pacte de stabilité, six pack, semestre européen, TSCG).

Trente-six ans après ce choix de l'impuissance, un bref inventaire nous permettra de percevoir l'ampleur des dessaisissements opérés : l'État ne dispose plus de la maîtrise de son taux de change, des taux d'intérêt,

ni de son budget, il a renoncé au pouvoir d'émission monétaire, à définir sa politique commerciale et à défendre son appareil industriel.

Il ne lui reste plus que le contrôle partiel de la fiscalité, souvent mal employée, et des dépenses sociales dans lesquelles il pratique sans cesse davantage de coupes afin de ne pas affaiblir la compétitivité puisque l'organisation de l'impuissance du *fake state* en a fait, avec les salaires, la seule variable d'ajustement.

Cet État qui se débarrasse de ses services publics et qu'obsède la volonté de mimétisme avec l'entreprise apparaît désormais comme un roi déchu, et l'histoire de cette déchéance participe au premier chef du malaise français comme de la crise de notre démocratie. Car en livrant ses citoyens, pieds et poings liés, aux intérêts privés, il fait le lit des « entrepreneurs politiques » les plus inquiétants.

Cet État n'est plus le défenseur de l'intérêt général ; il est devenu la chose d'une classe dirigeante plus soucieuse d'assurer son avenir que celui de la nation, responsable d'un profond divorce entre un peuple de plus en plus irrité et des élites qui, d'eupéanisation à marche forcée et de libéralisation de la circulation des capitaux en mondialisation, ont simplement échoué dans toutes leurs propositions pour transformer le pays et lui construire un meilleur destin.

Quelques étapes clefs ont conduit à ce *fake state* et en premier lieu, il nous semble important de revenir sur un événement essentiel qui détermine le *fake state*, l'échec de la relance de 1981 et son corollaire le tournant de la rigueur de 1983.

1983, le tournant de la rigueur ou l'abolition de la politique économique

Dans l'opposition, le Parti socialiste, fondé au Congrès d'Épinay en 1971 sur les décombres de la vieille SFIO, s'était quant à lui transformé, sous l'effet de la stratégie mitterrandienne d'union de la gauche, en redoutable machine de guerre électorale destinée à la fois à conquérir le pouvoir et à marginaliser un Parti communiste dominant à gauche. Il avait échoué lors des élections législatives de 1978, mais, pour la

première fois en vingt-deux ans de V^e République, les scrutins présidentiel puis législatif de 1981 lui permettaient de réaliser une alternance — avec un corps de doctrine fortement marqué par l’hostilité tant aux institutions gaulliennes qu’au capitalisme.

Sur le plan économique, le PS semblait en effet vouloir faire naître un socialisme à la française d’orientation marxisante. La victoire des chevènementistes sur les rocardiens, lors du congrès de Metz de 1979, laissait augurer une ligne de rupture, une volonté de reprise en main de l’économie française dans un sens plus redistributif.

Quant aux cent dix propositions pour la France (substituées pour la présidentielle de 1981 au Programme commun de gouvernement du fait de la rupture des négociations sur son actualisation en 1977), elles prétendaient « changer la vie ».

Économiquement, la relance paraissait justifiée : l’austérité portée par Raymond Barre avait échoué, elle avait été électoralement rejetée, et la France affrontait une considérable montée du chômage. Sitôt installé à l’Élysée, le nouveau président commanda un rapport sur l’état de l’économie française, son double objectif était de juguler le chômage et de renforcer l’appareil industriel français.

Il disposait de marges de manœuvre importantes puisque l’endettement extérieur était faible (moins de 20 milliards de dollars, soit 3,5 % du PIB) et la dette publique négligeable. Au regard des indicateurs et des moyens, la politique de relance ne paraissait donc nullement infondée. François Mitterrand se dota d’un arsenal d’outils économiques dont aucun de ses prédécesseurs ni de ses successeurs n’avait disposé ni ne disposerait plus. Et le gouvernement mit en œuvre une politique reposant sur un pari : la forte hausse du SMIC et de certaines prestations sociales devait permettre à la fois de réduire les inégalités et de stimuler la consommation populaire — conformément à l’idée keynésienne que la consommation des ménages à faible revenu augmente davantage que celle des autres lorsque leur revenu s’élève.

Cette relance par la consommation devait entraîner un redressement de la production nationale qui, à son tour, devait favoriser l'emploi, l'investissement et, à terme, les recettes fiscales de l'État ; tandis que le rebond de la conjoncture internationale attendu en 1982 devait permettre de relancer les exportations. Afin de soutenir la croissance et de

réduire le chômage, le gouvernement décida la réduction du temps de travail et une cinquième semaine de congés payés, l'avancement à 60 ans de l'âge de la retraite



ainsi qu'une augmentation des effectifs nets de la fonction publique.

Le dispositif comprenait également un traitement social du chômage par la signature de contrats de solidarité entre collectivités locales et entreprises afin d'encourager la préretraite des travailleurs de 55 ans et de favoriser ainsi l'embauche de jeunes salariés. La nationalisation de cinq groupes industriels (Compagnie générale d'électricité, Pechiney Ugine Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain Pont-à-Mousson, Thomson) ainsi que des principales banques et de deux compagnies financières (Paribas et Suez) devait donner à l'État les moyens de développer une stratégie industrielle et financière destinée à stimuler l'investissement de ces grands groupes et, par un effet d'entraînement, de l'ensemble de l'appareil productif. Le Plan intérimaire pour 1982-1983 prévoyait alors un taux de croissance moyen en volume du PIB de 3 %. Quant à la politique monétaire, elle était au départ accommodante, tandis que les taux d'intérêt étaient orientés à la baisse afin d'encourager le recours au crédit.

Dans les faits, cette politique se heurta à divers obstacles. Nombre d'analystes ont souligné, à cet égard, la responsabilité d'un appareil de production français mal adapté à une demande orientée vers le textile,

l'ameublement, l'électroménager à bon marché ou l'audiovisuel, notamment les magnétoscopes, ce qui stimula les importations plus que la production nationale. Ainsi, au lieu de croître, l'investissement dans l'industrie connut un repli de 5 % par rapport à 1981.

Parmi les raisons invoquées figurent à la fois l'effet à retardement de la rigueur des années précédentes, le poids des cotisations salariales et sociales des entreprises, la méfiance ou la défiance des milieux d'affaires à l'égard du gouvernement ; — les entreprises nationalisées, handicapées ou paralysées par les incertitudes relatives à leur direction, n'ont pas joué le rôle d'entraînement escompté et ont même essuyé des pertes financières ; — la reprise internationale ne fut pas au rendez-vous — la croissance ne fut que de 1 % au lieu des 5 % espérés en 1982 — et les exportations furent insuffisantes pour empêcher la dégradation de la balance commerciale qui, du milieu de 1981 au milieu de 1982, afficha un déficit cumulé de 14 milliards de dollars — plus de 10 milliards pour la balance des opérations courantes ; — les différentes mesures de partage du temps de travail favorisèrent la réduction du chômage, mais nourrirent une spirale salaire-prix, le contrôle des prix et le réajustement à la baisse du franc à l'intérieur du système monétaire européen (SME) ne permettant pas de contenir leur progression.

Pour autant, la première phase de mai 1981 à juin 1982 fut positive. Si l'inflation fut élevée, on ne constata pas de dérapage catastrophique des prix rapportés aux salaires, le chômage se stabilisa, le déficit des finances publiques fut moindre que celui des autres économies occidentales ; quant au besoin de financement des administrations publiques, il passa de 1,6 % du PIB en 1981 à 2,9 % en 1982.

Mais, dès février 1982, le ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors, qui réclamait depuis la fin de 1981 une « pause dans les réformes » a nommé à la direction du Trésor le très libéral Michel Camdessus qui, directeur général du FMI de 1987 à 1997, imposera partout à travers le monde de ravageurs plans d'ajustement structurel, un directeur du Trésor qui ne cessera dès lors de s'alarmer que « les caisses sont vides ».

Puis, en juin 1982, le gouvernement décida de procéder à une première inflexion par l'adoption de mesures de rigueur accompagnant une deuxième dévaluation du franc (de 9,6 % face au deutsche mark par le jeu de la modification des parités par rapport au cours pivot du SME), après la première (3 %) d'octobre 1981, sous la pression d'une conjonction de facteurs : une inflation supérieure à celle des voisins de la France ; des attaques renouvelées contre le franc ; l'alourdissement de l'endettement extérieur ; la dégradation des comptes publics, en particulier ceux de la sécurité sociale.

Ce premier plan comprenait un blocage généralisé des prix et des salaires, l'émission d'un emprunt d'État de dix milliards de francs, au taux de 16 %, pour soutenir l'investissement, une loi de finances rectificative dont le but était d'accroître les recettes (augmentation de la TVA) et de diminuer les dépenses, notamment de sécurité sociale (plan d'économie), afin de contenir la dégradation des comptes publics, le relèvement de 7,4 % des cotisations. Mais les effets de ce plan furent loin d'être convaincants : l'inflation restait supérieure à celle des voisins européens tandis que la consommation ralentissait, et, à la fin de 1982, la balance commerciale enregistrait un déficit de 16 milliards de dollars — 12 milliards pour la balance courante — tandis que l'endettement extérieur net (différence entre ce que le pays emprunte et ce qu'il prête à l'extérieur) atteignait 10 % du PIB. Si bien que, huit jours après le second tour des élections municipales de mars 1983 dans lesquelles le Parti socialiste essuya une sévère défaite, le gouvernement dut choisir entre la sortie du SME et le « tournant de la rigueur », contrepartie d'un nouveau réaménagement monétaire du SME au terme duquel, puisque c'est la décision qui fut arrêtée, le deutsche mark et le florin étaient réévalués tandis que la lire et le franc étaient dévalués, avec un ajustement du montant à 8 % entre ce dernier et la monnaie allemande.

Au Parti socialiste même, certains sont alors conscients du caractère déterminant pour l'avenir de l'orientation prise en mars 1983. Ministre d'État, ministre de la Recherche et de l'Industrie, Jean-Pierre Chevènement réclamait des moyens pour relancer une politique industrielle d'envergure, des mesures protectionnistes afin que la relance de la

demande se dirige vers des produits français plutôt que vers les importations, avec comme conséquence le creusement du déficit commercial.

Il plaidait donc, logiquement, pour une stratégie de reconquête du marché intérieur et pour une nouvelle dévaluation, assez importante pour redonner de la compétitivité aux exportations françaises. C'était pour lui la condition de la poursuite d'une politique de gauche, volontariste, dont le double but était le progrès social et la puissance industrielle de la France. Mais cette « autre politique » supposait de briser le tabou européen et la sortie du SME qui, en accrochant « le franc au mark allait déterminer toute la politique ultérieure de libéralisation ».

Le 23 mars, quelques jours après le « tournant », Jean-Pierre Chevènement démissionnait : la seconde gauche, minoritaire au congrès de Metz, l'avait emporté, rejointe par le centre, ou le Marais, du parti, que les chevènementistes accusèrent de soumission mélancolique à un environnement hostile, tandis que les partisans du tournant se moquaient de ceux de « l'autre politique », qualifiés de « camp des Albanais » afin de ridiculiser le caractère prétendument autarcique de leur position. C'est que, dès ce moment, la bataille fondamentale est celle des récits : d'un côté ceux qui pensent que la politique est d'abord une volonté qui doit s'imposer aux prétendues lois du marché. De l'autre, ceux qui se donnent pour réalistes se défendent d'avoir trahi les espoirs de 1981 au motif que le pouvoir déniaise, que les socialistes ignorants des réalités économiques n'ont fait que tirer les leçons de leurs fautes initiales et de l'échec de la relance. Et pour comprendre les véritables enjeux du tournant de la rigueur, c'est un récit de ce qui s'est déroulé entre mai 1981 et mars 1983 différent de celui qui s'est imposé comme hégémonique, qu'il convient d'écrire.

À l'époque, la politique monétaire restait une composante essentielle de la politique économique et les élites ne s'étaient pas encore rangées à cette idée absurde d'une banque centrale indépendante dont l'objectif unique serait le contrôle de l'inflation.